



STELLANTIS CTCY

Lundi 25 mars 2024

Pour un monde sans patrons ni frontières, urgence révolution !

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sera présent aux élections européennes de juin prochain, avec une liste conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, syndicaliste à La Poste. Nous présentons une liste de travailleuses et de travailleurs, du public et du privé et de jeunes, étudiants ou salariés, pour mettre en avant les priorités de celles et ceux qui font tourner la société.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons

Nous avons besoin de salaires décents pour vivre et pas seulement survivre : 400 euros de plus pour toutes et tous et pas de salaires, de pensions, de revenus sociaux inférieurs à 2 000 euros net ! Pas question de subir l'austérité alors que les profits des capitalistes sont au plus haut. Pour les seules entreprises du CAC 40, les bénéfices s'élèvent à 153 milliards d'euros en 2023, soit 12 milliards de plus que le précédent record de 2022. Pendant ce temps, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, annonce qu'il va falloir économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... Milliards qu'il entend bien prendre dans nos poches et par des coupes budgétaires dans les services publics. Alors que la situation continue à se dégrader dans les hôpitaux, que profs et parents de Seine-Saint-Denis et d'autres quartiers populaires dénoncent une Éducation nationale en ruine et les projets d'école du tri social que le gouvernement veut mettre en place avec des groupes de niveau dès le collège, nous devons affirmer : nos vies valent plus que leurs profits !

Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage

Car ce ne sont pas les patrons qui vont se serrer la ceinture, ni l'armée. Quand il s'agit d'abreuver d'argent les industries de l'armement, le gouvernement est très dépensier. Alors que les ventes d'armes augmentent partout dans le monde, les marchands d'armes français se sont hissés sur la deuxième marche de ce sanglant podium, juste derrière les États-Unis. Les grands groupes capitalistes savent transformer le sang des peuples en milliards de profits. Les discours guerriers de Macron n'ont pas pour but d'aider le peuple

ukrainien, mais de vendre toujours plus d'armes aux dirigeants ukrainiens comme il en vend à bien d'autres pays, tels que l'Égypte pour réprimer sa propre population, ou à l'État d'Israël pour massacrer les civils de Gaza... Sa posture de chef de guerre vise aussi à tenter de nous souder derrière lui dans un réflexe d'union nationale en entretenant un climat de peur et de division entre les peuples.

Pour un monde sans patries, ni patrons ni frontières

Mais nous ne sommes ni de la chair à patron, ni de la chair à canon ! Ce n'est pas à cause d'autres peuples que notre vie quotidienne devient de plus en plus difficile, mais bien à cause de notre propre gouvernement et des capitalistes qui attaquent sans relâche nos salaires, nos retraites et nos quelques droits sociaux. Courant derrière l'extrême droite, Macron reprend une grande partie de son programme et désigne des travailleuses et travailleurs, qui n'auraient pas la « bonne » couleur de peau ou les « bons » papiers comme responsables de tous les maux. Nous n'avons rien à gagner dans le duel annoncé entre les listes de Macron et celle de Bardella-Le Pen. Nous avons en revanche tout à gagner dans des luttes collectives qui se donnent les moyens de renverser l'ordre établi, de contester le pouvoir des riches et des patrons. Il n'y aura pas de « sauveur suprême », pas de « jours heureux » sous le capitalisme. Le programme que nous défendons est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et même du monde. Ils ont les milliards, nous sommes des millions : urgence, révolution !

Les meilleurs « ennemis » de Stellantis

La direction ne cesse de se plaindre de la concurrence des entreprises chinoises pour obtenir subventions et normes qui lui seraient profitables. Mais quand il s'agit de ses partenaires comme Leapmotor – dont Stellantis est devenu actionnaire – ce n'est plus la même musique. D'après l'agence Reuters, Stellantis prévoirait d'importer des Leapmotor T03 de Chine pour terminer leur montage à l'usine de Tichy, en Pologne, avec l'objectif d'éviter les taxes à l'importation et peut-être profiter du bonus écologique. Pour maximiser ses profits, la direction peut bien s'accorder avec ses « concurrents » et faire donner quelques tours de vis pour ajouter un logo.

L'électrique à des ratées

Le diesel n'en finit pas de mourir et connaît même un regain de vigueur en ce début 2024 surfant sur l'arrêt des subventions sur les véhicules électriques en Allemagne et la diminution de celles dans l'Hexagone. Du coup il y a pénurie de moteurs diesel chez Stellantis et la direction impose du chômage technique dans les usines comme à Rennes ou Hordain. Les fournisseurs de composant ne pouvant plus suivre la cadence ayant eux-mêmes réduit irrémédiablement leur production. Cette incurie prêterait à sourire si une fois de plus les salariés n'en faisaient pas les frais en perdant de l'argent en chômant et en subissant une perpétuelle désorganisation de leur vie personnelle avec des séances de travail qui s'annulent au jour le jour. Pour organiser la société nous ne pouvons pas compter sur ces gens-là, mais bien que sur nous-même.

Même patron, même combat

Ce sont 400 licenciements secs que le directeur de la R&D vient d'annoncer. Cette annonce concerne nos collègues américains mais le message, lui, a été largement diffusé pour signifier qu'à la R&D, comme partout ailleurs, il va falloir faire plus avec moins et que personne n'est à l'abri. Depuis la création du groupe Stellantis, des craintes se focalisaient une possible OPA des USA sur certains secteurs comme la R&D. Les dirigeants semblent faire fi de ce type de considération, pour eux seul le résultat compte, quel que soit la nationalité il faut tailler ! Face à un patron qui n'épargne personne, il faut y opposer notre solidarité de classe.

Renault Trafic... le droit du travail

Après une alerte lancée par le syndicat CGT et une enquête ouverte par le parquet du Havre, le groupe Renault va se retrouver en correctionnelle pour un «

recours abusif à l'intérim » à l'usine de Sandouville. Entre 2014 et 2018 la direction a embauché des centaines de d'intérimaires pour produire le Trafic. Parfois ils étaient plus nombreux que les CDI. Une manière de pressurer les précaires, et tous les salariés. La justice reproche à Renault 700 emplois abusifs d'intérimaires. Mais peu de chances qu'elle condamne ce système où les patrons jettent les salariés quand ils n'en ont plus besoin.

Le RN plus que jamais dans le système

On le savait depuis longtemps mais le parti d'extrême droite n'est pas la voix « anti-système » qu'il prétend être. En troisième position sur sa liste pour les élections européennes, on retrouve l'ancien directeur de l'Agence européenne des garde-frontières (Frontex), Fabrice Leggeri.

Ce haut fonctionnaire, normalien et énarque, est passé par le ministère de l'Intérieur, puis Frontex de 2015 à 2022. Il a le profil de l'agent parfait du système impérialiste, naviguant des institutions au monde politique. D'habitude, le FN, maintenant Rassemblement national, dénonçait ces élites déconnectées des classes populaires.

Mais ce Leggeri a été accusé d'avoir, pendant sept ans, fait du zèle pour refouler les migrants qui rejoignaient l'Europe. De combien de vies brisées, de morts est-il indirectement responsable, couvrant notamment les refoulements illégaux des garde-cotes grecs ? Il estime avoir bien fait son travail de « protection des frontières ».

Aucun doute, ce personnage a toute sa place sur la liste RN.

Hôpitaux : prime à la casse

Le gouvernement vient de décider 600 millions d'euros d'économies dans la santé en 2024. Mais le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guérini, tient néanmoins à augmenter significativement le salaire d'une catégorie de personnel : les directeurs d'hôpitaux. Des chèques avec beaucoup de zéros, ça motive à bousiller ce qu'on est censé faire fonctionner...

Macron et Gaza : le soutien de la corde au pendu

Dimanche 24 mars, Macron a téléphoné au Premier ministre israélien Netanyahu pour l'engager à ne pas expulser les Gazaouis de leur territoire, considérant que ce serait un « crime de guerre ». Des crimes de guerre, cela fait plus de cinq mois que l'armée israélienne en commet tous les jours. Si Macron voulait les empêcher, il emploierait bien d'autres moyens d'action que cette vague protestation pour la galerie.